

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



87/18

"Le Canada et la communauté
démocratique"

Notes pour une allocution
du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux
Affaires extérieures,
devant la Commission
trilatérale

SAN FRANCISCO

Le 22 mars 1987

OTTAWA

Le 25 mars 1987

Je suis né et j'ai grandi en Alberta aux pieds des Rocheuses, dix ans après que le parti du Crédit social ait été élu haut la main en faisant campagne contre les "gnomess de Zurich" et les "fifty big shots". En 1960, un chef de groupe du syndicat agricole albertain, pour lequel je travaillais, m'a confié que le chef de la conspiration communiste au Canada était le ministre des Finances d'alors dans le gouvernement conservateur fédéral, M. Donald Fleming. Mon informateur attribuait à la ruse diabolique des communistes le fait que personne n'ait reconnu M. Fleming pour ce qu'il était. C'est dans ce climat obscurantiste que j'ai entendu parler pour la première fois de la Commission trilatérale. À nos yeux, vous comptiez parmi les conspirations internationales les plus sinistres.

Aujourd'hui, l'économie de ma province d'origine dépend des ventes de charbon au Japon, de gaz et de bois d'oeuvre aux États-Unis, de l'investissement européen, et même du commerce avec l'Union soviétique. La région planifie son avenir en fonction d'une participation accrue au commerce et au développement internationaux. L'internationalisme qui suscitait les soupçons les plus grossiers voici à peine quelques dizaines d'années est maintenant perçu comme le seul fondement raisonnable de la politique nationale et, en fait, de tout projet nourri par des particuliers ou des entreprises privées. Toutefois, si le concept de l'interdépendance a fait son chemin dans l'esprit des gens, il est toujours aussi difficile à appliquer.

À titre de ministre des Affaires extérieures d'un pays qui pratique un internationalisme pragmatique, je suis heureux de pouvoir vous parler aujourd'hui des moyens que nous pourrions prendre pour mettre ce concept en oeuvre.

À partir de 1945, les pays représentés ici ont connu une extraordinaire transformation économique. Mais plus encore, ils constituent une civilisation fondée sur des valeurs communes de démocratie libérale et d'initiative individuelle. Le monde occidental tel que nous le connaissons aujourd'hui - et j'y inclus le Japon - s'avère une expérience sans précédent de démocratisation à grande échelle. Le défi que nous devons maintenant relever est celui d'une solidarité constante dans la poursuite de buts précis.

Peu de pays comprennent mieux cet impératif que le Canada. Nos origines et notre caractère national, notre vocation et la nécessité font du Canada une communauté de

communautés, une démocratie qui réunit sur un vaste territoire une population remarquablement modeste. La grande diversité qui caractérise le Canada, sur les plans ethnique, linguistique, régional et économique, nous a obligés à unir nos forces pour former une nation.

L'analogie nous semble frappante entre l'évolution de la conscience nationale canadienne, produit d'un effort d'unification, et les exigences d'une démocratisation communautaire au niveau international. Il faut, à nos yeux, aborder l'ordre du jour international avec la même volonté et la même souplesse qui ont permis au Canada d'être ce qu'il est.

Voyons quelles sont les principales questions à cet ordre du jour. En Union soviétique, nous voyons s'amorcer - s'amorcer seulement - des changements qui pourraient être extrêmement importants. La façon dont nous traitons avec les Soviétiques, et notre stratégie collective en ce qui concerne le contrôle des armements ont pris une importance singulière, peut-être même historique. Sur le plan économique, la crise du début des années 80 s'est résorbée - ce qui nous a malheureusement amenés à considérer comme moins urgents les problèmes structurels fondamentaux. Des tensions croissantes se manifestent aujourd'hui entre le Japon, l'Europe et l'Amérique du Nord. De fait, on assiste à la montée de certaines formes de nationalisme ou de régionalisme qui peuvent nuire à la coopération. Enfin, nous devons faire davantage pour accroître la cohérence et la pertinence de nos politiques envers le tiers monde.

Quelle importance devons-nous accorder aux récents développements en Union soviétique? Il est encore trop tôt pour en juger, mais nous ne pourrons plus traiter avec les Soviétiques comme nous l'avons fait jusqu'ici. Des relations plus ouvertes ne vont pas sans difficulté: les tentatives de rapprochement, s'il y en a, pourraient s'avérer modestes et nous devons y répondre avec prudence. Mais nous devrons y répondre. Je dois souligner que les Canadiens ont toujours été sceptiques quant aux possibilités, sur le long terme, d'une coopération plus étroite avec l'Union soviétique, mais il serait risqué d'ignorer la possibilité de changements importants en Union soviétique. L'époque où l'URSS était fermée sur elle-même et léthargique est probablement révolue. Nous devons par conséquent nous préparer à l'émergence d'une Union soviétique dynamique, plus puissante et dont les buts ultimes n'ont probablement pas changé. Nous aurons devant nous un interlocuteur encore plus formidable, et probablement plus flexible, mais dont l'idéologie restera la même.

Permettez-moi d'être un peu plus explicite. Avons-nous suffisamment confiance en nos valeurs pour rester unis même sans la menace, un peu simpliste, d'un ennemi extérieur immuable? Sommes-nous prêts à nous montrer plus flexibles sur les questions Est-Ouest sans que cela provoque de dissensions internes? Je pense que la réponse à ces questions est "Oui".

Je suis d'avis qu'il s'agit essentiellement d'une question d'équilibre. En ce qui concerne les droits de la personne, par exemple, des dissidents ont été remis en liberté récemment en Union soviétique. Nous devrions nous en réjouir, tout en montrant clairement que d'autres progrès sont nécessaires pour faire tomber les obstacles et renforcer la confiance.

Étant donné la portée et la nature des idées du secrétaire général Gorbatchev en ce qui a trait à l'économie soviétique, nous devrions envisager sérieusement un accroissement de nos relations économiques avec l'URSS. Après tout, il s'agit d'un secteur primordial où l'Occident jouit d'une supériorité incontestable. Il serait extrêmement important - et également profitable - de pouvoir exercer une influence positive sur le système de l'Union soviétique, de façon à ce que ce pays commence à participer un peu plus à l'économie mondiale. Les dirigeants soviétiques pourraient accepter, graduellement, le fait que le dynamisme économique exige une véritable ouverture. Nous devrions étudier les possibilités de coentreprises et de commerce, mais il serait entendu que des échanges commerciaux accrus devraient présenter un avantage mutuel véritable et ne pas empiéter sur les intérêts occidentaux en matière de sécurité. On doit également être conscient du fait que les résultats à court terme ne seront guère impressionnants, étant donné les limites de la production soviétique et le manque de devises étrangères. De plus, la bureaucratie soviétique peut probablement contrer une réforme économique plus efficacement que des initiatives diplomatiques.

Les questions Est-Ouest sont d'un intérêt direct et immédiat pour le Canada, ce qui ne semble pas parfaitement compris à l'étranger. Les Américains ont encore tendance à presque considérer les relations avec les Soviétiques comme une chasse gardée. Les Européens ont le sentiment très net - et cela est justifié - d'être sur la ligne de front, mais oublient qu'il y a plus d'un front. Une guerre nucléaire stratégique entre les États-Unis et l'Union soviétique se déroulerait au-dessus du Canada. L'espace aérien canadien, particulièrement dans l'Arctique, prendra une plus grande importance avec la menace accrue

posée par les bombardiers et les missiles de croisière. C'est pourquoi nous tenons tant à une réduction des tensions entre les superpuissances.

Des changements dans la technologie militaire et la pensée stratégique nous forcent à remettre en question nos propres priorités en matière de défense. Nous sommes parfaitement conscients de l'importance stratégique croissante de l'Arctique, particulièrement pour les sous-marins. Nous en tenons compte lorsque nous planifions l'amélioration de notre défense. Mais notre voeu le plus cher - et nous avons pour cela les meilleures raisons géopolitiques, budgétaires et morales - est que l'on parvienne, très bientôt, à réduire les tensions et à instaurer un contrôle des armements vérifiable.

L'Union soviétique semble sincèrement déterminée à obtenir un accord sur le contrôle des armements. Elle agit ainsi dans son propre intérêt bien sûr, et ses propositions ne seront évidemment pas les mêmes que les nôtres. Toutefois, il est raisonnable de penser que les derniers événements font ressortir un alignement des intérêts Est-Ouest.

Des pourparlers très utiles ont eu lieu à Genève sur les forces nucléaires stratégiques, les FNI et les systèmes déployés dans l'espace. Les questions relatives à la réduction des armements sont toutefois d'une complexité extraordinaire, particulièrement depuis Reykjavik. Il faudra beaucoup d'habileté et de détermination pour réaliser une percée en ce qui concerne les forces tant nucléaires que conventionnelles.

Les objectifs ultimes du Canada sont clairs: nous voulons une amélioration majeure de la situation et des réductions importantes dans toutes les catégories d'armements. Nous croyons que nos alliés désirent la même chose.

La question de l'IDS s'avère particulièrement complexe en ce qui concerne tant les négociations des superpuissances que la solidarité de l'Alliance. Dans l'immédiat, il s'agit de décider quelle interprétation donner au Traité ABM. À long terme, les doctrines stratégiques traditionnelles de l'OTAN pourraient subir des changements profonds.

Il est extrêmement important que les États-Unis continuent de consulter étroitement et franchement leurs alliés occidentaux sur toutes ces questions. Les rapports entre systèmes offensifs et défensifs pourraient nécessiter un dialogue beaucoup plus franc et sérieux entre les membres de l'OTAN et avec le Japon. L'alternative au dialogue est

l'unilatéralisme et la modification graduelle de la doctrine stratégique, ce qui est inacceptable étant donné les conséquences que cela aurait pour les alliés des États-Unis. Des accords complets et véritablement efficaces sur le contrôle des armements ne pourront être conclus que si les pays occidentaux sont solidaires en ce qui concerne les nouveaux systèmes de défense stratégique.

De toute évidence, les problèmes de paix et de sécurité peuvent créer une tension considérable au sein de la communauté démocratique. Toutefois, les relations économiques trilatérales sont exposées à des tensions encore plus grandes. Nos problèmes économiques ne sont pas les plus sérieux au monde, mais notre incapacité à éliminer les sources de tension au sein de la communauté occidentale pourrait nous empêcher de faire face aux problèmes plus considérables que sont la dette et le développement. Nos dissensions internes ne peuvent qu'entraver les efforts que nous déployons en vue d'instaurer un système multilatéral plus réaliste et plus ouvert.

Nos relations économiques sont dictées par des considérations terre à terre. Les démocraties industrielles rivalisent les unes avec les autres, parfois férocement, en vertu d'un système de règles convenues. Notre interaction économique est un mélange fluide et plutôt instable de concurrence et de coopération. Elle doit être constamment surveillée de près pour éviter que les tensions qui en résultent ne deviennent nocives.

Heureusement, nous avons adopté ces quelques dernières années des politiques économiques qui nous ont permis de faire face à des changements extraordinaires. Nous coopérons depuis longtemps au niveau international dans le cadre d'institutions établies: l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale. Depuis les années 1970, nous avons créé certains mécanismes extrêmement importants pour la coopération macro-économique, comme le Sommet économique et la Commission quadrilatérale. Le Sommet est peut-être l'une des innovations les plus utiles des douze dernières années.

Malgré des progrès évidents au chapitre des consultations régulières, deux types de problèmes fondamentaux demeurent. Premièrement, certains des graves déséquilibres structurels qui semblaient si menaçants au début des années 1980 persistent sur nos continents respectifs. Des industries non compétitives, hautement protégées et largement subventionnées empêchent la libéralisation du commerce de progresser. On procède à des ajustements structurels, mais pas assez rapidement dans certains secteurs clés.

Deuxièmement, nous souffrons de chauvinisme. Certes, nous dialoguons davantage, mais comme nous le disons de l'Union soviétique, ce ne sont pas les paroles qui comptent, ce sont les actes. On note en Europe, au Japon et en Amérique du Nord une forte tendance, qui va en s'accroissant, à se replier sur soi, à s'isoler et à se faire des idées fausses sur les autres pays. La superficialité des relations entre les démocraties industrielles constitue une véritable menace car les politiques risquent en effet d'être fondées sur des préjugés sociaux et culturels. En pays démocratique, seule une volonté politique générale permet de procéder à des ajustements structurels et de lutter contre le protectionnisme. Convaincre les dirigeants ne suffit pas. S'ils ne provoquent pas les changements, les mouvements populaires peuvent certes les arrêter, particulièrement s'ils sont motivés par un nationalisme ou un régionalisme nombriliste qui fait de toute nation concurrente un ennemi.

Il y a trois semaines, au Parlement, j'ai rencontré un groupe d'étudiants du niveau secondaire. Une jeune femme, membre du groupe, a particulièrement trouvé grâce à mes yeux lorsqu'elle m'a confié que je ne ressemblais aucunement aux caricatures que l'on faisait de moi. Trop souvent, nous recourons à ce procédé pour communiquer entre nous; nous ne parviendrons pas à gérer adéquatement nos défis économiques communs si nous entretenons une fausse image de nos partenaires - ou de nous-mêmes.

En gérant nos économies, nous devons faire preuve de modération à certains égards, même lorsque cela suppose des sacrifices. Et, aujourd'hui, cela signifie d'abord et avant tout parvenir à la coopération nécessaire pour aider à redresser les déséquilibres commerciaux sans précédent qui sont à notre porte. Cela suppose une plus grande ouverture des marchés et une convergence des politiques et, dans certains cas, une stimulation encore plus forte de la demande intérieure.

Sur un plan plus global, toutefois, nous devons tous faire mieux dans nos relations avec les autres, non seulement en tant que marchés ou alliés militaires mais aussi comme nations et comme cultures, faute de quoi il s'installera un nationalisme réactionnaire et négativiste plutôt qu'un nationalisme positif et constructif. Nous pouvons nous passer du type de mentalité isolationniste ou égocentriste que l'on retrouve en Europe, au Japon et aux États-Unis et de cette crainte au Canada qui entravent parfois l'efficacité des relations trilatérales. Je voudrais, pendant quelques instants, concentrer à dessein

mes propos sur les problèmes plutôt que sur nos succès par ailleurs très réels, car j'estime que nous pouvons faire mieux. Et des problèmes, il s'en trouve sur tous les côtés du triangle.

La relation Europe-Japon m'inquiète. La consultation sur un large éventail de questions d'intérêt pour l'Europe et le Japon n'est pas encore un automatisme. Et il faut se rendre à la triste mais inévitable réalité que le mouvement vers la réalisation de l'unité au sein de la Communauté européenne sur les questions commerciales depuis 1982 s'est accompagné de frictions plus nombreuses avec le Japon. Il y a trop de caricature de part et d'autre. Les frictions et les attitudes récalcitrantes qui président aux relations économiques entre ces deux partenaires nous font tous mal et ont un effet négatif sur les relations multilatérales.

En revanche, les États-Unis et le Japon ont des rapports beaucoup plus denses et plus diversifiés. Mais là se pose la question du déficit commercial américain. Nous comprenons que les causes fondamentales sont complexes, qu'elles font intervenir des désalignements de monnaies et les effets de l'énorme déficit budgétaire. Nous comprenons aussi que le commerce invisible compense dans une certaine mesure le déficit américain au titre du compte marchandises. Pourtant, le Congrès risque fort d'adopter des mesures protectionnistes draconiennes, en partie à cause du problème de déficit avec le Japon; cela aurait un effet catastrophique sur tous les partenaires commerciaux.

Même dans certains secteurs où la relation entre les États-Unis et le Japon est gérée de façon mutuellement satisfaisante, les incidences pour les autres partenaires économiques peuvent être troublantes. À titre d'exemple, la coopération entre ces deux pays dans certains secteurs de haute technologie prend une allure inquiétante d'exclusivité.

Mais c'est dans la relation entre les États-Unis et l'Europe - et dans une sphère d'activité en particulier - que les frictions ont produit les distorsions les plus regrettables. La production agricole en Europe est subventionnée à un point tel que cela défie le bon sens économique. Les États-Unis ont finalement riposté en subventionnant de façon tout aussi absurde les exportations de leur côté. La guerre des produits agricoles qui en a résulté a eu un impact très négatif sur les moyens de subsistance d'un bon nombre d'agriculteurs canadiens et ailleurs dans le monde.

Je ne prétends pas que le Canada n'a pas eu recours à des subventions dans le secteur agricole ou à des mesures de protection dans d'autres sphères d'activité. Mais nous cherchons sincèrement à réduire ces barrières, ce qui n'est pas chose facile quand nos agriculteurs sont acculés à la faillite du fait de la politique menée par les Européens, les Américains et les Japonais. Les trilatéralistes devraient se rappeler de la réflexion de Pogo, ce grand philosophe nord-américain, qui a dit "Nous avons vu l'ennemi. Et cet ennemi, c'est nous".

En tant que nation qui dépend des exportations pour près de 30 % de son produit intérieur brut - ce qui appelle la participation du quart environ de sa population active - le Canada a vraiment tout intérêt à maintenir un système commercial international ouvert. En tant que commerçants mondiaux, nous devons par ailleurs continuellement nous adapter aux changements qui surviennent sur les marchés. Le Canada est maintenant la seule nation occidentale industrialisée qui n'ait pas un accès assuré à un marché de plus de cent millions de consommateurs. Il ne fait pas de doute que nous ne pourrions être un membre dynamique et respecté de cette "communauté occidentale" que si nous arrivons à relever les défis sans cesse nouveaux qu'apportent la complexité des rapports et le protectionnisme dans le monde.

Il n'est donc plus étonnant que le Canada et les États-Unis doivent entreprendre des négociations commerciales bilatérales à caractère global. La relation entre nos deux pays sur le plan commercial est devenue de loin la plus importante au monde; à preuve, les échanges se sont chiffrés à 150 milliards \$US l'an dernier. Cette relation est tout simplement trop vaste, trop complexe et trop interdépendante pour être gouvernée d'après les règles existantes. Nous visons tous deux à instaurer un cadre à long terme qui permettra le démantèlement graduel et ordonné des barrières tarifaires et non tarifaires.

Un accord obligatoire à long terme entre le Canada et les États-Unis pourra en outre créer des précédents et un modèle utile pour l'élaboration de règles multilatérales dans des domaines clés comme le commerce des services et les mesures concernant les investissements liées au commerce. Selon nous, les NCM et les négociations commerciales canado-américaines sont des entreprises complémentaires. Tout accord que nous concluons avec les États-Unis devra être compatible avec nos obligations vis-à-vis du GATT. Étant donné les implications de l'interdépendance, il est dans l'intérêt de tous que le Canada et les États-Unis parviennent à une croissance équilibrée et soutenue et ce,

en rendant leurs économies plus vigoureuses et plus compétitives; un cadre commercial bilatéral bien conçu, duquel l'une et l'autre nations peuvent retirer équitablement des avantages, devrait y contribuer.

La nouvelle ronde de Négociations commerciales multilatérales mise en branle à la réunion de Punta del Este sera la plus globale du genre jusqu'à maintenant, et il nous faut prendre garde de ne pas compromettre les engagements politiques pris alors. Ce pourrait être le cas si le Congrès des États-Unis adoptait les projets de loi protectionnistes draconiens qui lui ont été soumis, ou encore si le processus d'ouverture des marchés au Japon en vient à s'essouffler ou enfin s'il n'y a pas des signes tangibles de progrès vers le dénouement de la crise des subventions agricoles.

Monsieur le président, il y a un parallèle entre les circonstances économiques et géopolitiques au Canada. Géographiquement, nous sommes situés entre les superpuissances. Économiquement, nous sommes vulnérables et directement touchés par les rivalités entre des entités commerçantes plus grosses. Côté exposition, les grands froids du Nord sont le moindre de nos soucis.

Je voudrais maintenant toucher quelques mots de nos relations avec le tiers monde. Si l'isolationnisme dans les trois régions est inacceptable dans l'optique de nos relations mutuelles, l'isolationnisme collectif devant les difficultés énormes du tiers monde l'est tout autant.

Nous devons garder les pays en développement solvables grâce aux échanges commerciaux. Nous devons continuer d'élaborer des politiques raisonnables, coordonnées et humanitaires pour faire face aux problèmes d'endettement du tiers monde. Et nous devons faire le maximum, de façon à accroître l'efficacité et l'efficacité de notre aide publique de développement.

Les conflits régionaux sont une autre réalité du monde en développement qui appelle responsabilité et cohérence de la part des États parties à la commission trilatérale. La crise en Afrique du Sud n'évolue pas vers un règlement pacifique: bien au contraire. La conclusion du Groupe de personnalités éminentes reste valable aujourd'hui: c'est en Afrique australe que risque de se produire le plus grand bain de sang depuis la Seconde Guerre mondiale. La réponse des nations ici présentes sera inévitablement jugée d'après notre prétention de représenter un système fondé sur des valeurs démocratiques.

En visitant le Zimbabwe en janvier, le premier ministre Mulroney a été le premier chef de gouvernement du monde occidental à se rendre dans ce pays depuis son accession à l'indépendance. Le Canada a joué un rôle de chef de file dans le programme mis en oeuvre par le Commonwealth pour faire échec à l'apartheid, et nous jugeons essentiel que les États de la ligne de front ne se sentent pas abandonnés par l'Ouest.

Nous aimerions que le prochain Sommet économique se penche attentivement sur la situation de plus en plus critique en Afrique du Sud. Les participants se réuniront à Venise en juin peu après les élections en Afrique du Sud, et il serait opportun de réexaminer alors les options qui s'offrent de mener une action coordonnée. Entre temps, nous devons continuer d'aider les États noirs qui bordent l'Afrique du Sud. Ce sont eux qui supportent le plus gros du fardeau de la lutte contre l'apartheid; ils doivent savoir qu'ils ne sont pas laissés à eux-mêmes.

L'Afghanistan et le Kampuchéa sont deux autres endroits où les conflits régionaux s'éternisent et suscitent les plus grandes inquiétudes. Les Soviétiques doivent, dans l'un et l'autre cas, retirer tous leurs effectifs. L'amélioration des relations Est-Ouest suppose de la part de l'URSS non seulement des déclarations de bonnes intentions, mais aussi des gestes concrets à l'appui de ces déclarations. Cela veut dire que les Soviétiques doivent se retirer militairement des conflits en Asie. Sur cette question, il y a unanimité entre les partenaires de la commission trilatérale. J'ajouterai que le Canada accorde maintenant dans sa politique étrangère une importance nouvelle à la liaison et aux consultations sur les questions de sécurité qui touchent la région de l'Asie et du Pacifique.

C'est au niveau du conflit en Amérique centrale qu'il y a manifestement des divergences d'approche entre nous. Le Canada est d'avis pour sa part que les conflits qui surviennent dans le tiers monde ont généralement une origine locale et que, partant, les solutions durables doivent elles aussi être locales. Dans le cas de l'Amérique centrale, le Canada s'oppose à une militarisation accrue de la région par quelque puissance étrangère que ce soit. Nous croyons que les conditions économiques sont à l'origine du conflit et, par voie de conséquence, à l'origine de son règlement.

J'espère que mes commentaires aujourd'hui vous auront donné une idée de l'approche du Canada vis-à-vis des grandes questions de politique étrangère. Les Canadiens

n'ont vraiment ménagé aucun effort pour renforcer la coordination internationale, et la coopération avec les pays représentés ici aujourd'hui est une composante essentielle de ce processus. Pour un pays qui a une population relativement petite, le Canada a su établir un nombre remarquable de liens avec le reste de la communauté internationale. Ainsi, en 1987-1988, nous accueillerons coup sur coup la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, le Sommet de la Francophonie et le Sommet économique. Et tout ceci fait partie intégrante de la stratégie fondamentale du Canada: constituer des coalitions au service d'une cause commune.

D'aucuns pensent peut-être qu'ils peuvent se permettre le luxe de l'unilatéralisme, du nationalisme défensif ou du régionalisme. Ce n'est pas le cas du Canada. Et nous sommes convaincus qu'au bout du compte, aucun de nous ne peut se le permettre.